



La banque de demain dès aujourd'hui

# Communication financière

## Résultats au 31 / 12 / 2016



### AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187, avenue Hassan II - Casablanca, en Assemblée Générale Ordinaire :

**Le Mercredi 29 Mars 2017, à 11 Heures**

A l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Ratification des modalités de convocation;
2. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2016 ;
3. Lecture et examen du rapport des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2016 ;
4. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
5. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2016 ;
6. Affectation du résultat ;
7. Jetons de présence ;
8. Approbation des conventions visées à l'article 56 de la loi n°17-95 relatives aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05;
9. Renouvellement des mandats d'administrateurs;
10. Démission et cooptation d'un administrateur;
11. Ratification de la cooptation d'administrateurs;
12. Quitus aux membres du Conseil d'Administration.

#### Modalités de participation à l'Assemblée

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agréé cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, le Mercredi 29 Mars 2017, à partir de 10H30 minutes.

Il est à rappeler à cet égard, que les états de synthèse au titre de l'exercice 2016 seront publiés dans les journaux suivants dûment habilités à recevoir les annonces légales :

- Les Inspirations ECO du 24 Février 2017

#### Données de contact :

- Mlle Amal MOUHOUB
- Tél. : 05 22 47 94 24
- Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II.

#### Projets de résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire

**Date : 29 Mars 2017**

#### PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie les modalités de la convocation faite par le Conseil d'Administration dans le fond et dans la forme et la considère valable dans tous ses effets. Elle en donne au Conseil décharge définitive.

#### DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2016, approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2016, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire de 451 964 390,78 dirhams pour les comptes sociaux.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2016.

#### TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

#### QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 415 887 198,88 dirhams, est de **845 253 370,12** dirhams.
- Décide de fixer le montant du dividende à **14** dirhams l'action.
- Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes pour l'exercice 2016 s'élève à **372 513 190** dirhams
- Décide d'affecter le solde du bénéfice distribuable au report à nouveau, pour un montant de **472 740 180,12** dirhams.

#### Récapitulatif de l'affectation des résultats :

(Montant en dirhams)

Bénéfice de l'exercice	<b>451 964 390,78</b>
Déduction des pertes antérieures	<b>0,00</b>
Bénéfice de l'exercice après déduction des pertes	<b>451 964 390,78</b>
Réserve légale (-)	<b>22 598 219,54</b>
Report à nouveau bénéficiaire exercice antérieur	<b>415 887 198,88</b>
Nouveau solde formant le bénéfice distribuable de l'exercice	<b>845 253 370,12</b>
Nombre d'actions	<b>26 608 085,00</b>
Dividende par action	<b>14</b>
Somme distribuable à titre de dividendes aux actionnaires	<b>372 513 190,00</b>
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	<b>472 740 180,12</b>

Le dividende de 14 dirhams par action sera mis en paiement à partir du 1er juillet 2017.

#### CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2016.

#### SIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, approuve les conclusions dudit rapport.

#### SEPTIEME RESOLUTION : DEMISSION D'ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires prend acte de la démission de Monsieur Mohamed Amine BENHALIMA du Conseil d'Administration du CIH.

#### HUITIEME RESOLUTION : RATIFICATION DE LA NOMINATION D'ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, ratifie la nomination de Mme Amina BENKHADRA en qualité d'administratrice indépendante, faite par le Conseil d'Administration en date du 14 décembre 2016 pour six (6), soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2021.

#### NEUVIEME RESOLUTION : RENOUELEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur de M. KHALID CHEDDADI, pour six (6) ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022.

#### DIXIEME RESOLUTION : POUVOIRS

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique:

- Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007;
- Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
  - Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
  - Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

### NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

#### Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :

- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente, et instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immeubles de placement et les immobilisations corporelles et incorporelles

#### Bases de présentation

Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

#### Méthodes d'évaluation

### IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

#### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

#### Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

#### Immeubles et constructions à usage administratif :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Étanchéité, électricité, câblage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

#### Immeubles et constructions à usage touristique :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	10
Catégorie D	Équipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

### IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les taux d'amortissements retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

### TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en

premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

### INSTRUMENTS FINANCIERS

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu le prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

Un actif financier peut être défini comme :

- Un droit contractuel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers ;
- Un droit d'échanger d'autres instruments financiers dans des conditions potentiellement favorables ;
- Un instrument de capitaux propres d'une autre entreprise sauf titres de filiales et entreprises associées, à l'exception des actions propres acquises par l'entreprise ou ses filiales.

#### Évaluation des titres

La juste valeur est la méthode d'évaluation retenue pour l'ensemble des instruments financiers classés dans les catégories « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » ou « Disponibles à la vente ».

Les prix cotés sur un marché actif constituent la méthode d'évaluation de base. À défaut, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier utilise des techniques de valorisation reconnues.

Lorsqu'il n'y a pas de prix coté pour un titre de capitaux propres et qu'il n'existe pas de technique de valorisation reconnue, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier retient des techniques reposant sur des indications objectives et vérifiables telles que la détermination de l'actif net réévalué ou toute autre méthode de valorisation des titres de capitaux propres.

Si aucune technique ne peut aboutir à une estimation fiable, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Titres disponibles à la vente ».

#### Actifs et passifs financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais d'acquisition (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat) et sont classés pour les actifs financiers dans une des quatre catégories suivantes :

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
- Placements détenus jusqu'à l'échéance ;
- Prêts et créances ;
- Actifs financiers disponibles à la vente.

#### Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non cotés à revenus fixe ou déterminable. Les titres sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signes objectifs de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine.

#### Activité de crédit

Les crédits sont classés dans la catégorie « Prêts et créances ». Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat

#### Dépréciation des Créances

Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte.

Les événements entraînant une preuve objective de dépréciation, cités par IAS 39 § 59, sont les suivants :

- Des difficultés financières importantes de l'emprunteur,
- Une rupture de contrat effective telle qu'un défaut de paiement du principal ou des intérêts,
- L'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité non envisagée autrement par le prêteur,
- Une probabilité de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur,
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier, à cause de difficultés financières,
- Des informations observables indiquant qu'il y a une baisse mesurable dans les flux futurs estimés d'un groupe de prêts depuis leur enregistrement initial, bien que la baisse ne puisse être encore identifiée dans les prêts individuels du groupe, incluant :
  - Des changements défavorables du statut de paiement des emprunteurs dans le groupe, par exemple une augmentation des retards de paiement ou une augmentation du nombre de cartes de crédit ayant atteints leurs limites de crédit,
  - Des conditions économiques nationales ou locales qui sont corrélées avec les défauts sur les actifs du groupe, par exemple une augmentation du taux de chômage dans la zone géographique des emprunteurs, une diminution des prix du marché immobilier pour les prêts hypothécaires dans la zone concernée ou des variations défavorables des conditions d'un secteur qui impactent les emprunteurs du groupe.



Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les dépréciations sont constituées à hauteur de la perte encourue et correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Les dépréciations sont enregistrées sous forme de provisions.

On distingue ainsi :

- Les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances en souffrance assorties de provisions ;
- Les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

Concernant les garanties reçues à prendre en compte pour le calcul de la provision, il est considéré :

- Qu'à priori la valeur devant être retenue est la valeur au moment de l'estimation de la provision et non une valeur tenant compte de l'éventuelle dégradation dans le futur de l'élément constituant cette garantie (par exemple un immeuble) (Base IAS 39 §AG86),
- Que même lorsqu'une garantie couvre une créance à 100 %, il y aura généralement une dépréciation du fait d'un calcul basé sur les flux actualisés lorsque le montant garanti est versé tardivement à l'établissement créancier.

#### Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie « Disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut. Selon les dispositions de la norme IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « Disponibles à la vente » sont les suivants :

- Les titres disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus ;
- Les intérêts courus sur les titres disponibles à la vente sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat ;
- Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une composante séparée des capitaux propres recyclables « gains ou pertes latents ou différés ». En cas de cession, ces variations sont constatées en résultat. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- En cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins-value latente comptabilisée en capitaux propres est extournée et comptabilisée dans le résultat de l'exercice. En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation fait l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de dette mais pas pour les instruments de capitaux propres. En revanche, pour ces derniers, la variation de juste valeur positive en cas de reprise, est comptabilisée dans un compte de capitaux propres variables.

#### Dépréciation

Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction.

Elle est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

#### Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

#### Dettes

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM,...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

#### COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

##### Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux,

les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

##### Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

#### ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

##### Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

##### Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

- Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
  - ou
  - Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
    - Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;
    - ou
    - Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante
- Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

#### AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants :

- Prime de fin de carrière ;
- Prime d'ancienneté ;
- Indemnité de départ à la retraite anticipée.

##### Régimes à prestations définies

L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.

La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1er Janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

##### Régimes à prestations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

##### Indemnités de départ à la retraite anticipée

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

#### Principales hypothèses retenues

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Décembre-16	31-Décembre-15	31-Décembre-16	31-Décembre-15
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	5,40%	5,40%	4,85%	4,85%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	1 824	1 631	1 824	1 631
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 0,9% et 1,1%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

#### IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

#### PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échecancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

#### PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.

Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

#### FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

#### COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

#### RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

##### Produits des autres activités

Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

##### Charges des autres activités

Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelière des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

#### IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

#### RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

#### TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

#### PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis semestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

##### Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.

Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

##### Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes; ou
- Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

##### Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

##### Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre ou semestriels au 30 juin.

Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

#### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

#### GOODWILL

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.



Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

### RECOURS A DES ESTIMATIONS

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Provisions pour dépréciation des créances clients
- Goodwill;
- Provisions pour risques et charges
- Avantages au personnel.

### OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure 'Entité Structurée' : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts. Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :

1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2016*
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1 500	573,3
Crédilog IV	Prêts hypothécaires	2014	1 200	605,9

\*En millions de dirhams

### SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :

- L'activité banque ;
- L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les filiales SOFAC et Maroc Leasing) ;
- Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

### RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

#### PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.

Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

#### I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

#### La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :

Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

#### Modalité d'exercice de la Direction Générale :

- Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
- Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
- L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par le CIH s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

#### ROLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit.

#### ROLE DE LA DIRECTION GENERALE

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

#### ROLE DES STRUCTURES ET COMITES SPECIALISES DANS LA GESTION DES RISQUES ET LE CONTROLE

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

#### Les structures

- La Direction des Engagements ;
- La Direction des Risques ;
- Le Pôle Conformité ;
- La Direction de l'Audit et de l'Inspection Générale.

#### Les Comités relevant de la Direction Générale

- Le Comité de Management des Risques;
- Le Comité du Contrôle Interne ;
- Le comité de pilotage des risques de crédit
- Le Comité des Engagements ;
- Le Comité de Recouvrement ;
- Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
- Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
- Le Comité de Suivi du Contentieux ;
- Le Comité de Provisionnement ;
- Le Comité ALM ;
- Le Comité de Conformité ;
- Le Comité des risques opérationnels.

#### II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, le CIH a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration du CIH.

#### IDENTIFICATION

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH.

A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

#### MESURE

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, d'une grille de notation pour les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Ces modèles sont utilisés aussi pour la revue annuelle des portefeuilles.

Pour les risques opérationnels, Le CIH a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

#### MAÎTRISE

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiées à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

##### Limites

L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

##### Plan d'urgence

Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'exploitation (PCA et PSI) en cas de survenance d'événements majeurs.

#### CONTROLE ET SURVEILLANCE

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par le Pôle Conformité pour ce qui est du risque de non conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

## PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

### I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque.

Dans le cadre de la mise en place des méthodes avancées de calcul des risques de crédit, le CIH a élaboré :

- Un modèle de notation pour la promotion immobilière;
- Un modèle de notation pour les entreprises;
- Un modèle de sélection des bons payeurs pour la clientèle des professionnels;
- Des modèles de scoring à l'octroi et des modèles de notation pour la clientèle Retail.

#### PRINCIPES DE BASE RÉGISSANT L'ACTIVITÉ DE CREDIT

L'activité de crédit au C.I.H s'appuie sur les principes de base suivants, en particulier :

- Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
- Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
- Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
- Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi et de tarification ;
- Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
- Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
- Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.

#### SURVEILLANCE ET PILOTAGE DU RISQUE DE CREDIT

##### DISPOSITIF DE SUIVI DU RISQUE DE CREDIT

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque.

En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part.

Des reportings sont régulièrement adressés au comité d'audit, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

#### ANALYSE DU PORTEFEUILLE DES ENGAGEMENTS

##### Répartition des encours de crédit par marché et par nature de crédit

La répartition de l'encours global des crédits par marchés de clientèle, au 31 Décembre 2016, reflète :

- Le positionnement stratégique de la banque autour du financement des besoins des particuliers et de la famille puisque les crédits aux particuliers représentent 57% du total des encours hors contentieux ;
- La forte concentration de l'activité de crédit à l'habitat, dans la mesure où les crédits à la construction et à l'acquisition de logements représentent 77 % des encours hors contentieux;

Dans le domaine de la promotion immobilière, les deux régions du Grand Casablanca et du Rabat et région concentrent plus de la moitié de l'encours global (PI hors contentieux) des crédits.

##### Qualité du portefeuille de crédit

Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Il est passé en brut de 15 Milliards de Dirhams à fin 2004 à 2,67 milliards de Dirhams au 31 décembre 2016.

Le taux de CES s'établit à 6,20 % au 31 décembre 2016. [En créances nettes d'agios réservés].

### II. RISQUE OPERATIONNEL

#### DEFINITION DU RISQUE OPERATIONNEL

Il s'agit des risques de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

#### PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES OPERATIONNELS

Afin de cerner l'ensemble du périmètre relatif à la gestion des risques opérationnels, la banque a mis en place un progiciel. Ce progiciel permet une gestion des déclarations d'incidents, la formalisation des résultats des exercices d'autoévaluation et le suivi des plans d'actions correctives.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Pilotage des Risques Opérationnels et au Comité Management des Risques ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

#### LE PLAN DE CONTINUITE DES ACTIVITES

Le plan de continuité de l'activité est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

### III. RISQUE DE MARCHE

#### DEFINITION DU RISQUE DE MARCHE

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :

- Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation;
- Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

#### ORGANISATION DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHE

##### ROLE DE LA SALLE DES MARCHES

La Direction Marchés des Capitaux est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

##### ROLE DE LA DIRECTION DES RISQUES

La Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

### IV. GESTION ACTIF – PASSIF

#### EVALUATION DES RISQUES DE TAUX D'INTERET ET DE LIQUIDITE

##### EVALUATION DU RISQUE GLOBAL DE TAUX

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).

Il se dégage de l'application de cette méthode au 31/12/2016, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de -324 millions DH soit -7,03% des fonds propres réglementaires.

##### EVALUATION DU RISQUE DE LIQUIDITE

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.



## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2016

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :

- Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans) ;
- Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité ;
- Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

### COUVERTURE DES GAPS DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces principales mesures sont les suivantes :

- Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
- Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
- L'émission de certificats de dépôts
- L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;
- Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts ;
- Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
- La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

### SUIVI DES RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITE

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel.

En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité d'Audit.

### V. RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

Au 31 décembre 2016, en application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres réglementaires de CIH Bank s'établissent à 4,61 milliards de dirhams.

Le ratio de solvabilité s'établit à 17,81%.

Les fonds propres de catégorie 1 s'établissent 3,05 milliards de dirhams intégrant 3,44 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1 et de 677 millions de dirhams de réserves et de résultats non distribués. Les déductions opérées sur les fonds propres de base concernent les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 177 millions de dirhams et les participations pour un montant global de 706 millions de dirhams.

Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 11,79%.

Les fonds propres de catégorie 2 s'établissent à 1,56 milliards de dirhams composés principalement d'emprunts obligataires pour un montant de 1,91 milliards de dirhams. Les déductions opérées sur les fonds propres de catégorie 2 concernent les Immobilisations Incorporelles y compris les logiciels pour un montant de 75 millions de dirhams et les participations pour un montant global de 292 millions de dirhams.

### RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin décembre 2016 représentent 22,95 milliards de dirhams soit 89% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 1,84 milliards de dirhams.

### RISQUE DE MARCHE

Au vu de la situation arrêtée à fin décembre 2016 de la position de change de la Banque, les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 13,05 millions de dirhams.

### RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 2,78 milliards de dirhams au 31 Décembre 2016 pour une exigence en fonds propres de 222 millions de dirhams.

### INFORMATION SUR LE CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 2 660 808 500 dirhams (Deux Milliards Six Cent Soixante Millions Huit Cent Huit Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 26 608 085 (Vingt Six Millions Six Cent Huit Mille Quatre Vingt Cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

### INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR L'ANNEE 2016

Le Conseil d'Administration réuni le 22/02/2017 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

	2016
Bénéfice de l'exercice	451 964 390,78
Déduction des pertes antérieures	-
Solde s'élevant à	451 964 390,78
Réserve légale (-)	22 598 219,54
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	415 887 198,88
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	845 253 370,12
Dividende par action	14
Nombre d'actions	26 608 085
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	372 513 190,00
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	472 740 180,12

Le dividende de 14 dirhams par action sera mis en paiement, en numéraire, à partir du 1er juillet 2017

## BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

ACTIF	31/12/16	31/12/15
1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 586 200	2 188 474
2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 161 522	-
3. Instruments dérivés de couverture	-	-
4. Actifs financiers disponibles à la vente	694 592	575 200
5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	922 441	1 175 532
6. Prêts et créances sur la clientèle	36 726 375	33 746 086
7. Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8. Placements détenus jusqu'à leur échéance	2 480 637	3 217 955
9. Actifs d'impôt exigible	340 396	317 648
10. Actifs d'impôt différé	10 334	-
11. Comptes de régularisation et autres actifs	935 798	783 431
12. Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
13. Participations dans des entreprise mises en équivalence	593 476	583 511
14. Immeubles de placement	993 542	915 104
15. Immobilisations corporelles	1 065 790	1 058 173
16. Immobilisations incorporelles	233 514	171 822
17. Ecarts d'acquisition	174 884	174 884
<b>Total de l'Actif</b>	<b>47 919 501</b>	<b>44 907 820</b>

## BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

PASSIF	31/12/16	31/12/15
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	12	12
2. Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3. Instruments dérivés de couverture	-	-
4. Dettes envers les établissements de crédit assimilés	2 611 686	2 797 145
5. Dettes envers la clientèle	28 447 096	25 074 822
6. Titres de créance émis	8 057 118	9 218 916
7. Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8. Passifs d'impôt exigible	266 269	294 619
9. Passifs d'impôt différé	85 798	97 758
10. Comptes de régularisation et autres passifs	1 024 890	1 168 044
11. Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
12. Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
13. Provisions	234 256	210 270
14. Subventions et fonds assimilés	-	-
15. Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	2 051 159	1 043 332
16. Capitaux propres	5 141 217	5 002 901
17. Capitaux propres part du groupe	4 915 333	4 871 357
18. Capital et réserves liées	2 660 809	2 660 809
19. réserves consolidées	1 811 601	1 685 355
20. Gains ou pertes latents ou différés	8 403	5 671
21. résultat de l'exercice	434 519	519 523
22. Intérêts minoritaires	225 884	131 544
<b>Total du Passif</b>	<b>47 919 501</b>	<b>44 907 820</b>



### COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2016

#### COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
1. + Intérêts et produits assimilés	2 368 382	2 415 563
2. - Intérêts et charges assimilés	(887 891)	(960 181)
<b>3. MARGE D'INTERET</b>	<b>1 480 491</b>	<b>1 455 382</b>
4. + Commissions (produits)	288 817	215 785
5. - Commissions (charges)	(13 593)	(20 311)
<b>6. MARGE SUR COMMISSIONS</b>	<b>275 225</b>	<b>195 474</b>
7. +/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6 687	19
8. +/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	18 913	13 019
9. + Produits des autres activités	540 815	569 517
10. - Charges des autres activités	(474 936)	(443 124)
<b>11. PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>1 847 194</b>	<b>1 790 287</b>
12. - Charges générales d'exploitation	(974 714)	(953 956)
13. - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(120 692)	(111 325)
<b>14. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>751 788</b>	<b>725 006</b>
15. Coût du risque	(116 142)	(38 866)
<b>16. RESULTATS D'EXPLOITATION</b>	<b>635 647</b>	<b>686 140</b>
17. +/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	26 292	26 042
18. +/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	30 321	127 300
19. +/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
<b>20. RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>692 260</b>	<b>839 482</b>
21. - Impôt sur les résultats	(247 995)	(304 413)
22. +/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
<b>23. RESULTAT NET</b>	<b>444 265</b>	<b>535 069</b>
24. Intérêts minoritaires	(9 745)	(15 546)
<b>25. RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>	<b>434 519</b>	<b>519 523</b>
26. Résultat de base par action en dirham	16,3	19,5
27. Résultat dilué par action en dirham	16,3	19,5

#### GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
dividendes reçus et produits sur AFS	17 672	12 987
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs disponibles à la vente	1 189	1 229
Dépréciation durable	(101)	(1 663)
Reprise de dépréciation	155	466
Solde des relations de couverture des instruments de couverture de la JV des AFS, lorsque l'élément couvert est cédé	-	-
<b>Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente</b>	<b>18 913</b>	<b>13 019</b>

#### CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Charges de personnel	537 725	506 156
Impôts et taxes	27 727	27 710
Services extérieurs et autres charges	409 262	420 089
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>974 714</b>	<b>953 956</b>

#### INFORMATION SECTORIELLE

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total
<b>TOTAL BILAN</b>	42 411 906	5 811 885	1 755 734	- 2 060 025	47 919 501
Dont	-	-	-	-	-
<b>ELEMENTS D'ACTIF</b>					
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service	1 583 420	2 739	117 987	- 117 946	1 586 200
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 217 428	6 965	51 571	- 353 523	922 441
Prêts et créances sur la clientèle	30 965 774	4 683 684	1 182 797	- 105 880	36 726 375
Immobilisations corporelles	777 578	98 741	189 471	-	1 065 790
Immobilisations incorporelles	175 026	19 607	38 881	-	233 514
<b>ELEMENTS DU PASSIF</b>					
Dettes envers les établissements de crédit assimilés	833 964	2 079 815	47 530	- 349 624	2 611 686
Dettes envers la clientèle	26 517 766	1 116 541	981 505	- 168 717	28 447 096
Titres de créance émis	7 113 223	943 895	-	-	8 057 118
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	2 044 179	136 999	-	- 130 019	2 051 159
CAPITAUX PROPRES	4 744 545	377 701	73 867	- 54 897	5 141 217

COMPTE DE RESULTAT	Activité bancaire	Activité de financement spécialisé	Autres	Eliminations	Total
Marge d'intérêt	1 198 640	228 956	762	52 133	1 480 491
Marge sur commission	235 850	54 912	- 8 829	- 6 709	275 225
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 561 261</b>	<b>319 918</b>	<b>51 267</b>	<b>- 85 251</b>	<b>1 847 194</b>
Résultat d'exploitation	580 542	109 465	5 355	- 59 716	635 647
Résultat net	408 661	91 481	3 838	- 59 716	444 265
Résultat net part du Groupe	408 661	91 481	3 838	- 69 461	434 519

#### TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE DU 01 JANVIER 2016 AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

FLUX DE TRESORERIE	31/12/16	31/12/15
<b>1. Résultat avant impôts</b>	<b>692 260</b>	<b>839 482</b>
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	508 433	485 721
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	(441)	11 019
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	51 325	(9 963)
5. +/- Dotations nettes aux provisions	48 876	29 048
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(26 292)	(26 042)
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	(6 697)	(88 930)
8. +/- Produits/charges des activités de financement	(9 429)	(23 231)
9. +/- Autres mouvements	(66 000)	(59 827)
<b>10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>	<b>499 775</b>	<b>317 795</b>
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	(127 147)	(1 601 788)
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	294 854	1 522 511
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(1 256 494)	297 930
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(364 295)	123 263
15. - Impôts versés	(244 054)	(304 413)
<b>16. = Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)</b>	<b>(1 697 136)</b>	<b>37 502</b>
<b>17. = FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)</b>	<b>(505 101)</b>	<b>1 194 779</b>
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	700 437	(342 959)
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	-93 597	-
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(565 014)	(671 139)
<b>21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)</b>	<b>41 826</b>	<b>(1 014 098)</b>
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(180 611)	(386 189)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(153 151)	301 635
<b>24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23)</b>	<b>(333 762)</b>	<b>(84 554)</b>
<b>25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)</b>	<b>(797 037)</b>	<b>96 127</b>

COMPOSITION DE LA TRESORERIE	31/12/16	31/12/15
<b>27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE</b>	<b>2 620 651</b>	<b>2 524 525</b>
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	2 188 461	2 091 297
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	432 190	433 227
<b>30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE</b>	<b>1 823 615</b>	<b>2 620 651</b>
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)	1 586 187	2 188 461
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	237 427	432 190
<b>33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>(797 037)</b>	<b>96 127</b>

#### DETTES SUBORDONNÉES ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE

(en milliers MAD)

Libelle	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	2 000 000	1 000 000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-
Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	51 159	43 332
<b>TOTAL</b>	<b>2 051 159</b>	<b>1 043 332</b>

#### PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination sociale	Pays	Déc-16		Déc-15		Méthode de consolidation
		% Intérêts	% contrôle	% Intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	100%	100%	100%	100%	Consolidante
CIH Courtage	Maroc	100%	100%	100%	100%	Intégration globale
Maghreb Titrisation	Maroc	24%	24%	24%	24%	Mise en équivalence
Maroc Leasing	Maroc	34%	34%	34%	34%	Mise en équivalence
Sofac	Maroc	66%	66%	66%	66%	Intégration globale
Sofassur	Maroc	66%	66%	66%	66%	Intégration globale
Tivoli	Maroc	89%	89%	89%	89%	Intégration globale
QMB Company	Maroc	40%	100%			Intégration globale
Crédilog 3	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 4	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale

### COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2016

#### TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS DU 01 JANVIER 2016 AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

	Capital (1)	réserves liées au capital (2)	Actions propres (3)	Réserves et résultats consolidés (4)	Gains ou pertes latents ou différés (5)	Capitaux propres part Groupe (6)	Intérêts minoritaires (7)	total (8)
Capitaux propres au 31 décembre 2015	2 660 809	-	-	2 217 803	5 671	4 884 282	126 881	5 011 163
Impact des changements de méthodes comptables	-	-	-	794	-	794	404	1 199
Autres mouvements	-	-	-	(13 720)	-	(13 720)	4 259	(9 461)
<b>Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2015</b>	<b>2 660 809</b>	-	-	<b>2 204 878</b>	<b>5 671</b>	<b>4 871 357</b>	<b>131 544</b>	<b>5 002 901</b>
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Palements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(372 513)	-	(372 513)	(9 402)	(381 915)
<b>Résultat de l'exercice</b>	-	-	-	<b>434 519</b>	-	<b>434 519</b>	<b>9 745</b>	<b>444 265</b>
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (A)	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (B)	-	-	-	-	2 733	2 733	-	2 733
Ecart de conversion : variations et transferts en Résultat (C)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)	-	-	-	-	2 733	2 733	-	2 733
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	93 996	93 996
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2016	2 660 809	-	-	2 266 884	8 403	4 936 096	225 884	5 161 980
Changement de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	(18 692)	-	(18 692)	-	(18 692)
Autres mouvements	-	-	-	(2 072)	-	(2 072)	-	(2 072)
<b>Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2016</b>	<b>2 660 809</b>	-	-	<b>2 246 120</b>	<b>8 403</b>	<b>4 915 332</b>	<b>225 884</b>	<b>5 141 216</b>

#### PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

	Valeur brute au 31/12/2016	Valeur brute au 31/12/2015
<b>A vue</b>	<b>542 862</b>	<b>902 461</b>
Comptes ordinaires	120 028	182 334
Prêts et comptes au jour le jour	171 403	715 660
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	251 431	4 467
<b>A terme</b>	<b>379 855</b>	<b>273 347</b>
Prêts et comptes à terme	372 890	265 164
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachées	6 965	8 183
Autres prêts et créances	-	-
<b>Total Brut</b>	<b>922 717</b>	<b>1 175 807</b>
Dépréciation	276	275
<b>Total Net</b>	<b>922 441</b>	<b>1 175 532</b>

#### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers MAD)

	Valeur brute	31/12/15	Acquisitions	Cessions ou retraits	31/12/16
Valeur brute	445 516	108 828	-	-	554 344
Amortissement & dépréciation	273 694	47 136	-	-	320 830
<b>Net</b>	<b>171 822</b>	-	-	-	<b>233 514</b>

#### GOODWILL

(en milliers MAD)

	31/12/15	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	Reclassement	31/12/16
<b>Valeur brute</b>	<b>179 384</b>	-	-	-	-	<b>179 384</b>
Jbilet (fonds commercial)	2 000	-	-	-	-	2 000
Somical (fonds commercial)	300	-	-	-	-	300
Belle-vue	2 200	-	-	-	-	2 200
Sofac	174 884	-	-	-	-	174 884
<b>Cumul des pertes de valeur</b>	<b>4 500</b>	-	-	-	-	<b>4 500</b>
Jbilet (fonds commercial)	2 000	-	-	-	-	2 000
Somical (fonds commercial)	300	-	-	-	-	300
Belle-vue	2 200	-	-	-	-	2 200
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>174 884</b>	-	-	-	-	<b>174 884</b>

#### DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/16	Total 31/12/2015
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	-	4	5 502 641	10 279 174	15 781 819	13 347 207
Comptes d'épargne	-	-	-	4 411 988	4 411 988	4 155 181
Dépôts à terme	-	424 601	863 600	4 304 062	5 592 263	4 820 731
Autres comptes créditeurs	-	6 456	91 922	1 505 914	1 604 292	1 467 990
Intérêts courus à payer	-	3 974	7 457	63 797	75 228	56 497
Autres dettes envers la clientèle	-	981 505	-	-	981 505	1 227 217
<b>TOTAL</b>	-	<b>1 416 540</b>	<b>6 465 620</b>	<b>20 564 935</b>	<b>28 447 096</b>	<b>25 074 822</b>

#### PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/16	Total 31/12/15
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
<b>Crédits de trésorerie</b>	-	<b>62 216</b>	<b>2 945 484</b>	<b>106 499</b>	<b>3 114 199</b>	<b>2 560 748</b>
- Comptes à vue débiteurs	-	60 000	1 039 864	31 665	1 131 529	973 128
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	209 525	610	210 135	231 432
- Crédits à l'exportation	-	-	2 291	-	2 291	11 687
- Autres crédits de trésorerie	-	2 216	1 693 804	74 224	1 770 244	1 344 501
<b>Crédits à la consommation</b>	-	-	<b>1</b>	<b>5 350 101</b>	<b>5 350 102</b>	<b>3 270 825</b>
<b>Crédits à l'équipement</b>	-	-	<b>1 916 039</b>	-	<b>1 916 039</b>	<b>1 039 336</b>
<b>Crédits immobiliers</b>	-	-	<b>6 828 358</b>	<b>18 250 654</b>	<b>25 079 012</b>	<b>24 136 406</b>
<b>Autres crédits</b>	-	<b>69 133</b>	<b>3 967</b>	<b>21 024</b>	<b>94 124</b>	<b>1 587 447</b>
<b>Créances acquises par affacturage</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Intérêts courus à recevoir</b>	-	<b>8</b>	<b>9 896</b>	<b>16 660</b>	<b>26 564</b>	<b>20 627</b>
<b>Créances en souffrance</b>	-	-	<b>376 653</b>	<b>2 172 780</b>	<b>2 549 433</b>	<b>2 443 684</b>
<b>Dépréciation</b>	-	-	<b>362 135</b>	<b>1 044 601</b>	<b>1 406 736</b>	<b>1 317 811</b>
- Sur base individuelle	-	-	153 539	1 019 701	1 173 240	1 096 231
- Sur base collective	-	-	208 596	24 900	233 496	221 581
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créances relatives aux opérations de réassurances et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	3 638	3 638	4 825
<b>TOTAL</b>	-	<b>131 357</b>	<b>11 718 263</b>	<b>24 876 754</b>	<b>36 726 375</b>	<b>33 746 086</b>

#### DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablis de crédit à l'étranger	Total 31/12/16	Total 31/12/15
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établis de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	-	23 620	829	9 421	33 869	38 423
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
Emprunts de trésorerie	-	400 000	-	-	400 000	400 000
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	400 000	-	-	400 000	400 000
Emprunts financiers	-	1 815 708	261 508	3 967	2 081 183	2 296 998
Autres dettes	12 313	71 839	-	2 174	86 325	47 929
Intérêts courus à payer	-	6 470	3 838	-	10 308	13 795
<b>TOTAL</b>	<b>12 313</b>	<b>2 317 637</b>	<b>266 175</b>	<b>15 562</b>	<b>2 611 686</b>	<b>2 797 145</b>

#### TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/15	Augmentation	Diminution	31/12/16
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	6 387 500	1 547 000	2 347 100	5 587 400
Intérêts courus non échus	124 278	86 074	116 392	93 960
Emprunts obligataires	1 253 320	-	73 330	1 179 990
Intérêts courus non échus	39 572	35 048	39 572	35 048
Autres dettes représentées par un titre	1 365 834	-	245 691	1 120 144
Intérêts courus non échus	48 412	40 577	48 412	40 577
<b>TOTAL</b>	<b>9 218 916</b>	<b>1 708 699</b>	<b>2 870 496</b>	<b>8 057 118</b>



## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2016

### ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES

#### COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES (en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
<b>Résultat net</b>	<b>444 265</b>	<b>535 069</b>
<b>Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>702</b>	<b>(1 049)</b>
Ecart de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	2 733	(154)
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	(2 031)	(895)
Éléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-
<b>Total cumulé</b>	<b>444 966</b>	<b>534 020</b>
Part du groupe	435 221	518 475
Part des minoritaires	9 745	15 546

### VALEURS EN CAISSE

(en milliers MAD)

	31 Décembre 2016		31 Décembre 2015	
Valeur	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	426 240	-	535 462	-
Banques centrales, CCP	1 159 960	12	1 653 011	12
<b>Total</b>	<b>1 586 200</b>	<b>12</b>	<b>2 188 474</b>	<b>12</b>

### IMPÔTS

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Actifs d'impôt différé	10 334	-
Passifs d'impôt différé	85 798	97 758
<b>Position nette</b>	<b>(75 464)</b>	<b>(97 758)</b>

### IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur brute au 31/12/2015	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 31/12/2016	Juste valeur au 31/12/2016
Valeur brute	1 133 609	149 464	50 890	1 232 182	1 606 823
Amortissement & Dépréciation	218 505	23 883	3 748	238 640	-
<b>Net</b>	<b>915 104</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>993 542</b>	<b>-</b>

### ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2016	Valeur 31/12/2015
<b>Titres à revenus variables</b>		
Cotés	428 657	23 635
Non cotés	146 272	537 825
<b>Titres à revenus fixes</b>		
Cotés	-	-
Non cotés	-	-
<b>Autres (parts opcvn)</b>	<b>119 663</b>	<b>13 741</b>
<b>Total</b>	<b>694 592</b>	<b>575 200</b>
Dont gains et pertes latents	8 403	5 671
Dont provisions pour dépréciation	201 689	201 839

### ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES AU PERSONNEL

(en milliers MAD)

Détail des charges	31/12/16	31/12/15
Salaires	246 142	233 210
Indemnités diverses	174 252	172 758
Cotisations sociales	107 360	91 162
Autres charges de personnel	9 970	9 026
<b>Total</b>	<b>537 725</b>	<b>506 156</b>

#### Effectif fin de période

	31/12/16	31/12/15
Employés	679	650
Cadres	1 342	1 256
<b>Total</b>	<b>2 021</b>	<b>1 906</b>

#### Avantages au personnel

<b>Montant (Provisions) au 1er janvier 2015</b>	<b>(145 773)</b>
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(15 228)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	7 043
Variation de périmètre	-
OCI	(1 421)
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
<b>Montant (Provisions) au 31 Décembre 2015</b>	<b>(155 378)</b>
<b>Montant (Provisions) au 1er janvier 2016</b>	<b>(155 378)</b>
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(13 616)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	8 782
OCI	(3 224)
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
<b>Montant (Provisions) au 31 Décembre 2016</b>	<b>(163 436)</b>

### PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/15	Impact variation périmètre	Augmentation	Diminution	31/12/16
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1 288	-	702	253	1 737
Provisions pour affaires sociales	15 114	-	-	503	14 611
Provisions pour autres risques et charges	38 490	-	21 365	5 384	54 472
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	155 378	-	16 840	8 782	163 436
<b>TOTAL</b>	<b>210 270</b>	<b>-</b>	<b>38 908</b>	<b>14 922</b>	<b>234 256</b>

Ventilation des provisions	31/12/15	31/12/16
Court terme	-	-
Long terme	210 270	234 256
<b>TOTAL</b>	<b>210 270</b>	<b>234 256</b>

### MARGE D'INTÉRÊT

(en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Sur opérations avec les établissements de crédits	20 549	26 732
Sur opérations avec la clientèle	2 259 668	2 247 350
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	5 648	-
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance	81 536	140 326
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	981	1 155
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
<b>Produits d'intérêts</b>	<b>2 368 382</b>	<b>2 415 563</b>
Sur opérations avec les établissements de crédits	75 621	83 450
Sur opérations avec la clientèle	396 776	391 969
Actifs financiers disponibles à la vente	35 162	22 911
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	2 476	1 699
Sur dettes représentées par titres	325 731	415 710
Sur dettes subordonnées	52 124	43 351
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	1 090
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>887 891</b>	<b>960 181</b>

### COMMISSIONS NETTES

(en milliers MAD)

	31/12/2016			31/12/2015		
	Produits	charges	Net	Produits	charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédits	-	5 082	(5 082)	-	6 162	(6 162)
Sur opérations avec la clientèle	68 331	-	68 331	29 113	-	29 113
Sur opérations sur titres	267	-	267	402	-	402
Sur opération de change	5 548	-	5 548	4 468	-	4 468
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Prestations de services bancaires et financiers	214 671	8 511	206 161	181 802	14 149	167 653
- Produits nets de gestions d'OPCVM	8 844	-	8 844	7 559	-	7 559
- Produits nets sur moyens de paiement	80 441	-	80 441	69 345	-	69 345
- Autres	125 387	8 511	116 876	104 898	14 149	90 749
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>288 817</b>	<b>13 593</b>	<b>275 225</b>	<b>215 785</b>	<b>20 311</b>	<b>195 474</b>

#### Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-16	31-déc-15	31-déc-16	31-déc-15
<b>Engagement net</b>	<b>58 976</b>	<b>52 883</b>	<b>104 460</b>	<b>102 494</b>
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	-	-
<b>Actif/Provision net figurant au bilan</b>	<b>58 976</b>	<b>52 883</b>	<b>104 460</b>	<b>102 494</b>

  

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31-déc-16	31-déc-15	31-déc-16	31-déc-15
Sensibilité de l'engagement	-7%	-8%	-5%	-6%
Sensibilité du coût des services	-10%	-13%	-8%	-8%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	10%	8%	14%	14%

## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2016

### ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/16	31/12/15
<b>Engagements de financements et de garantie donnés</b>	<b>5 248 836</b>	<b>6 155 186</b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>152 455</b>	<b>151 772</b>
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	152 455	151 772
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>3 977 269</b>	<b>4 440 229</b>
- Crédits documentaires import	173 382	485 932
- Acceptations ou engagements de payer	52 345	40 393
- Ouvertures de crédit confirmés	3 425 150	3 679 519
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	5 733	19 593
- Autres engagements de financement donnés	320 659	214 792
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>824</b>	<b>834</b>
- Crédits documentaires export confirmés	824	834
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>	<b>1 118 288</b>	<b>1 562 351</b>
- Garanties de crédits données	513 473	1 102 587
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	377 209	261 439
- Autres cautions et garanties données	218 784	189 449
- Engagements en souffrance	8 822	8 876
<b>Engagements de financements et de garantie reçus</b>	<b>5 959 990</b>	<b>6 115 499</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>550 000</b>
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	-	550 000
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	-
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	<b>5 959 990</b>	<b>5 565 499</b>
- Garanties de crédits	5 959 990	5 565 499
- Autres garanties reçues	-	-

### COÛT DU RISQUE (en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>411 843</b>	<b>333 695</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	403 674	328 938
Provisions pour dépréciation des titres AFS	-	-
Provisions pour risques et charges	8 169	4 757
<b>Reprise de provisions</b>	<b>311 244</b>	<b>296 118</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	308 137	275 829
Provisions pour dépréciation des titres AFS	-	-
Provisions pour risques et charges	3 107	20 289
<b>Variation des provisions</b>	<b>100 599</b>	<b>37 577</b>
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	85 169	56 264
Récupérations sur prêts et créances amorties	(69 626)	(54 975)
Autres pertes	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>116 142</b>	<b>38 866</b>

### VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION (en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	-
Ecart d'acquisition négatifs	-	-
<b>Variations de valeur des écarts d'acquisition</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT (en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2016	Valeur 31/12/2015
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	-	-
Actif représentatifs de contrats en unités de comptes	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
<b>Obligations, Bons du Trésor et autres titres à revenus fixes</b>	<b>1 161 522</b>	<b>-</b>
Titres Cotés	-	-
Titres Non cotés	1 161 522	-
<b>Actions et Autres Titres à revenus variables</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Titres Cotés	-	-
Titres Non cotés	-	-
<b>Instruments dérivés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Créances rattachées	-	-
<b>Juste Valeur au Bilan</b>	<b>1 161 522</b>	<b>-</b>

### PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITÉS (en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
produits de la promotion immobilière	-	-
produits de l'activité hôtelière	8 098	10 090
Produits sur opération de location simple	-	-
charges de l'activité hôtelière	(9)	(2 101)
variations de juste valeur des immeuble de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & Reprises sur immeubles de placement	(17 589)	(12 696)
variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	532 565	561 169
Autres charges	(457 186)	(430 069)
<b>Produits et Charges des autres activités</b>	<b>65 878</b>	<b>126 393</b>

### DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES (en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Dotations aux amortissements des Immobilisations corporelles et incorporelles	(120 692)	(111 325)
Dotations aux dépréciations des Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
<b>Total</b>	<b>(120 692)</b>	<b>(111 325)</b>

### GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS (en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>7 669</b>	<b>85 547</b>
Plus-values de cession	8 160	93 390
Moins-values de cession	(490)	(7 843)
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Gains ou pertes sur autres actifs	22 651	41 753
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>30 321</b>	<b>127 300</b>

### IMPÔT SUR LES RÉSULTATS (en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Charge d'impôts exigibles	273 554	301 377
Charge d'impôts différés	(25 559)	3 036
<b>Charge d'impôts de la période</b>	<b>247 995</b>	<b>304 413</b>

	31/12/16	31/12/15
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	665 967	813 440
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	246 408	300 973
Ecart taux mère/filiales	(196)	(1 962)
Effet différences permanentes	1 783	5 403
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	-	-
<b>Charge effective d'impôts</b>	<b>247 995</b>	<b>304 413</b>

### RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ (en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Résultat net part du Groupe	434 519	519 523
Nombre d'actions ordinaires émises	26 608 085	26 608 085
<b>Résultat par action de base et dilué en DH</b>	<b>16,3</b>	<b>19,5</b>

### PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE (en milliers MAD)

Entreprises associées	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
<b>Maghreb Titrisation</b>	<b>3 582</b>	<b>4 725</b>	<b>24 348</b>	<b>18 659</b>	<b>1 150</b>
<b>Maroc Leasing</b>	<b>589 894</b>	<b>73 924</b>	<b>11 206 228</b>	<b>3 337 918</b>	<b>25 143</b>
<b>Total</b>	<b>593 476</b>	<b>78 649</b>	<b>11 230 576</b>	<b>3 356 578</b>	<b>26 292</b>

### GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (en milliers MAD)

	31/12/16	31/12/15
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passif à la juste valeur par le résultat	6 682	-
Plus ou moins values latentes sur actifs/passif à la juste valeur par le résultat	-	-
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	-	-
Inefficacité des couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité des couverture de flux de trésorerie	5	19
<b>Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>6 687</b>	<b>19</b>





47, rue Allal Ben Abdellah  
20 000 Casablanca  
Maroc

**COOPERS AUDIT**

83, Avenue Hassan II  
20 100 Casablanca  
Maroc

**Aux Actionnaires du  
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)  
187, avenue Hassan II - Casablanca**

**RESUME DU RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES  
EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier), comprenant le bilan au 31 décembre 2016, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 5 141 217 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 444 265.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc.

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2016, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 23 février 2017

**Les Commissaires aux Comptes**

**FIDAROC GRANT THORNTON**

Faïçal MEKOUAR  
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON  
Membre du Réseau Grant Thornton  
International  
47, Rue Ben Abdellah - Casablanca  
Tél: 0522 64 48 00 - Fax: 05 22 23 65 79

**COOPERS AUDIT**

COOPERS AUDIT MAROC  
Siège: 83 Avenue Hassan II  
CASABLANCA  
Bureau: 50 - 52, Bd Abdellatif Benkadour  
CASABLANCA  
Tel 0522 42 11 90 - Fax 0522 27 47 34  
Abdelaziz ALMECHATTI  
Associé

## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

### Etat A1 : Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH relatifs à l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

#### PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

##### PRINCIPES GENERAUX :

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse du Crédit Immobilier et Hôtelier est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

##### CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique :

- Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
- Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondant à des engagements de financement et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

##### Créances en souffrance :

Les créances en souffrance sont comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur. Le poste « autres crédits » englobe les créances en souffrance déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb, classés en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.
- Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20% pour les créances pré-douteuses,
- 50% pour les créances douteuses ;
- 100% pour les créances compromises.

Les estimations des garanties sont effectuées pour l'essentiel en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation de certains gages importants en valeur. Il est à noter que le CIH retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés. Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) leur permettant de redevenir saines.

Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque.

### BILAN

Libellé	DEC-16	DEC-15
<b>Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	<b>1 583 420</b>	<b>2 184 829</b>
<b>Créances sur les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>1 217 428</b>	<b>1 416 141</b>
- A vue	422 388	608 882
- A terme	795 040	807 259
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>30 683 215</b>	<b>28 000 631</b>
- Crédits de trésorerie et à la consommation	4 009 973	3 376 504
- Crédits à l'équipement	1 955 198	1 105 434
- Crédits immobiliers	23 721 172	22 632 946
- Autres crédits	996 871	885 747
<b>Créances acquises par affacturage</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Titres de transaction et de placement</b>	<b>1 523 325</b>	<b>296 582</b>
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 131 945	-0
- Autres titres de créance	29 577	-
- Titres de propriété	361 803	296 582
<b>Autres actifs</b>	<b>948 658</b>	<b>766 771</b>
<b>Titres d'investissement</b>	<b>2 480 637</b>	<b>3 217 955</b>
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 480 637	3 217 955
- Autres titres de créance	-	-
<b>Titres de participation et emplois assimilés</b>	<b>1 637 136</b>	<b>1 475 396</b>
<b>Créances subordonnées</b>	<b>130 019</b>	<b>130 019</b>
<b>Immobilisations données en crédit-bail et en location</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>222 346</b>	<b>201 312</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 820 623</b>	<b>1 592 315</b>
<b>Total de l'Actif</b>	<b>42 246 807</b>	<b>39 281 952</b>

Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

#### PORTFEUILLE DE TITRES :

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres de transaction sont classés d'une part en fonction de leur nature et en fonction de l'intention et la durée de détention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles

A leur date d'achat, les titres de placement et d'investissement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais et coupon inclus.

Les primes et décotes sur titres de placement et d'investissement correspondent à la différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe. Elles font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement est pratiqué selon la méthode actuarielle pour les bons du Trésor.

Les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.

Les titres de placements sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent, Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

A leur date d'achat, les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition.

Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

#### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amorties mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

#### DETTES A VUE ET A TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste abrite les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent au 31/12/2016 une provision pour risques généraux d'un montant de 208,6 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

#### PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

##### Intérêts

Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

##### Commissions

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-16	DEC-15
<b>Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>833 964</b>	<b>897 169</b>
- A vue	161 180	159 996
- A terme	672 785	737 173
<b>Dépôts de la clientèle</b>	<b>26 517 766</b>	<b>22 959 410</b>
- Comptes à vue créditeurs	15 950 535	13 407 865
- Comptes d'épargne	4 411 988	4 155 180
- Dépôts à terme	5 667 492	4 877 229
- Autres comptes créditeurs	487 751	519 135
<b>Titres de créance émis</b>	<b>7 113 223</b>	<b>8 558 530</b>
- Titres de créance négociables	4 737 465	5 851 392
- Emprunts obligataires	1 215 038	1 292 892
- Autres titres de créance émis	1 160 720	1 414 246
<b>Autres passifs</b>	<b>966 216</b>	<b>1 162 788</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>292 123</b>	<b>260 840</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>2 044 179</b>	<b>1 043 331</b>
<b>Réserves et primes liées au capital</b>	<b>950 675</b>	<b>927 125</b>
<b>Capital</b>	<b>2 660 809</b>	<b>2 660 809</b>
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>415 887</b>	<b>340 939</b>
<b>Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>451 964</b>	<b>471 013</b>
<b>Total du passif</b>	<b>42 246 807</b>	<b>39 281 952</b>



## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

### HORS BILAN

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-16	DEC-15
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>5 234 282</b>	<b>6 126 717</b>
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	152 455	151 772
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 971 536	4 420 636
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	824	834
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 109 466	1 553 475
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>5 959 990</b>	<b>5 563 135</b>
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	5 959 990	5 563 135
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

### ETAT DES SOLDES DE GESTION

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-16	DEC-15
+ Intérêts et produits assimilés	1 878 442	1 925 577
- Intérêts et charges assimilées	696 985	768 219
<b>MARGE D'INTERET</b>	<b>1 181 457</b>	<b>1 157 358</b>
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
<b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
+ Commissions perçues	224 232	191 034
- Commissions servies	9 616	7 675
<b>Marge sur commissions</b>	<b>214 616</b>	<b>183 359</b>
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	6 609	-
+ Résultat des opérations sur titres de placement	-1 411	-226
+ Résultat des opérations de change	25 342	21 244
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
<b>Résultat des opérations de marché</b>	<b>30 540</b>	<b>21 019</b>
+ Divers autres produits bancaires	138 535	140 273
- Diverses autres charges bancaires	48 003	40 433
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>1 517 146</b>	<b>1 461 576</b>
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	2 974	-221
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	28 129	126 919
- Autres charges d'exploitation non bancaire	359	5 361
- Charges générales d'exploitation	927 061	875 201
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>620 830</b>	<b>707 712</b>
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	68 414	38 841
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-29 969	-1 519
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>659 274</b>	<b>745 034</b>
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>9 529</b>	<b>-13 250</b>
- Impôts sur les résultats	216 839	260 772
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>451 964</b>	<b>471 013</b>

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	DEC-16	DEC-15
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>451 964</b>	<b>471 013</b>
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	116 608	106 478
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	221
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	30 078	31 559
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	36 819	12 942
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	8 063	93 390
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	359	5 361
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	2 830	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
<b>+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>551 297</b>	<b>508 300</b>
- Bénéfices distribués	372 513	425 729
<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>178 783</b>	<b>82 570</b>

### EFFECTIFS

EFFECTIFS ( En Nombre )	31/12/16	31/12/15
Effectifs rémunérés	-	-
Effectifs utilisés	-	-
Effectifs équivalent plein temps	1716	1629
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	542	509
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1174	1120
Cadres (équivalent plein temps)	1270	1190
Employés (équivalent plein temps)	446	439

### COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libellé	DEC-16	DEC-15
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>2 292 595</b>	<b>2 280 886</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	24 790	31 168
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 762 055	1 755 764
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	91 598	138 646
Produits sur titres de propriété	121 512	124 274
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	218 685	186 566
Autres produits bancaires	73 956	44 469
<b>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>775 448</b>	<b>819 310</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	41 912	92 025
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	329 342	260 484
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	325 731	415 710
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	78 463	51 091
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>1 517 146</b>	<b>1 461 576</b>
Produits d'exploitation non bancaire	30 959	126 919
Charges d'exploitation non bancaire	359	5 361
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>927 061</b>	<b>875 201</b>
Charges de personnel	471 959	445 442
Impôts et taxes	24 932	24 382
Charges externes	290 359	275 447
Autres charges générales d'exploitation	23 203	23 452
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	116 608	106 478
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURABLES</b>	<b>295 531</b>	<b>235 458</b>
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	187 449	197 198
Pertes sur créances irrécouvrables	37 093	3 984
Autres dotations aux provisions	70 989	34 276
<b>REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>	<b>334 119</b>	<b>272 559</b>
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	231 876	191 423
Récupérations sur créances amorties	61 079	48 599
Autres reprises de provisions	41 164	32 536
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>659 274</b>	<b>745 034</b>
Produits non courants	22 587	41 753
Charges non courantes	13 057	55 003
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>	<b>668 804</b>	<b>731 784</b>
Impôts sur les résultats	216 839	260 772
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>451 964</b>	<b>471 013</b>

### ETAT DES DEROGATIONS AU 31/12/2016

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II - Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

### ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES AU 31/12/2016

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II - Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

### ETATS NEANTS

Code Etat	APPELATION
B08	.IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	.SUBVENTIONS,FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B19	.ENGAGEMENTS SUR TITRES
	.PASSIF EVENTUEL

### ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers MAD)

2 <sup>ème</sup> SEMESTRE 2016	1 <sup>er</sup> SEMESTRE 2016	2 <sup>ème</sup> SEMESTRE 2015
1 151 440	1 141 255	1 107 645

## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

### TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01 JANVIER 2015 AU 31 Décembre 2016

(en milliers MAD)

	DEC-16	DEC-15
Produits d'exploitation bancaire perçus	2 226 208	2 220 904
Récupérations sur créances amorties	61 079	48 599
Produits d'exploitation non bancaire perçus	42 652	75 281
Charges d'exploitation bancaire versées	-812 385	-821 684
Charges d'exploitation non bancaire versées	-13 057	-55 003
Charges générales d'exploitation versées	-810 453	-768 722
Impôts sur les résultats versés	-216 839	-260 772
<b>Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges</b>	<b>477 205</b>	<b>438 604</b>
<b>Variation de :</b>		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	198 711	-152 121
Créances sur la clientèle	-2 650 513	-1 016 518
Titres de transaction et de placement	-1 226 511	198 101
Autres actifs	-169 080	-43 667
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-63 205	-1 256 299
Dépôts de la clientèle	3 558 356	2 931 970
Titres de créance émis	-1 445 307	-1 062 616
Autres passifs	-196 572	122 771
<b>Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>-1 994 119</b>	<b>-278 378</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION</b>	<b>-1 516 914</b>	<b>160 227</b>
Produit des cessions d'immobilisations financières	2 758 258	713 762
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	57 254	131 339
Acquisition d'immobilisations financières	-2 183 536	-1 169 215
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-410 804	-417 771
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	66 000	59 827
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>287 172</b>	<b>-682 058</b>
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	1 000 847	1 043 331
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	-372 513	-425 729
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>628 334</b>	<b>617 602</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE</b>	<b>-601 408</b>	<b>95 770</b>
<b>TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>2 184 829</b>	<b>2 089 058</b>
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>1 583 420</b>	<b>2 184 829</b>

### VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés financiers	Emetteurs privés non financiers	Total 31/12/16	Total 31/12/15
<b>TITRES COTES</b>	<b>1 316</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 331</b>	<b>2 647</b>	<b>2 416</b>
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
<b>TITRES DE PROPRIETE</b>	<b>1 316</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 331</b>	<b>2 647</b>	<b>2 416</b>
<b>TITRES NON COTES</b>	<b>-</b>	<b>3 616 221</b>	<b>344 244</b>	<b>-</b>	<b>3 960 465</b>	<b>3 399 673</b>
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	3 586 644	-	-	3 586 644	3 123 592
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	29 577	-	-	29 577	-
<b>TITRES DE PROPRIETE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>344 244</b>	<b>-</b>	<b>344 244</b>	<b>276 081</b>
ICNE	-	25 938	14 913	-	40 850	112 448
<b>TOTAL</b>	<b>1 316</b>	<b>3 642 159</b>	<b>359 156</b>	<b>1 331</b>	<b>4 003 962</b>	<b>3 514 537</b>

### RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 31-12-2016

(en milliers MAD)

	2016	2015	2014
<b>CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES</b>	<b>4 479 335</b>	<b>4 399 884</b>	<b>4 354 601</b>
<b>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>			
1 - Produit net bancaire	1 517 146	1 461 576	1 461 575
2 - Résultat avant impôts	668 804	731 784	719 245
3 - Impôts sur les résultats	216 839	260 772	249 107
4 - Bénéfices distribués	372 513	425 729	399 121
5 - Résultats non distribués ( mis en réserve ou en instance d'affectation)	415 887	340 939	320 037
<b>RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)</b>			
Résultat net par action ou part sociale	16,99	17,70	17,67
Bénéfice distribué par action ou part sociale	14	16	15
<b>PERSONNEL</b>			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	471 959	445 442	430 039
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice			

### CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 31/12/16	Total 31/12/15
<b>CREDITS DE TRESORERIE</b>	-	2 216	3 019 599	160 842	3 182 657	2 615 210
- Comptes à vue débiteurs	-	-	1 046 211	86 008	1 132 219	973 128
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	209 525	610	210 135	231 432
- Crédits à l'exportation	-	-	2 291	-	2 291	11 687
- Autres crédits de trésorerie	-	2 216	1 761 572	74 224	1 838 012	1 398 963
<b>CREDITS A LA CONSOMMATION</b>	-	-	-	820 192	820 192	755 041
<b>CREDITS A L'EQUIPEMENT</b>	-	-	1 948 185	-	1 948 185	1 104 063
<b>CREDITS IMMOBILIERS</b>	-	-	6 036 807	17 679 771	23 716 578	22 628 971
<b>AUTRES CREDITS</b>	-	69 124	3 967	2 818	75 910	105 874
<b>CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE</b>	-	-	-	-	-	-
<b>INTERETS COURUS A RECEVOIR</b>	-	8	15 177	3 554	18 739	11 605
<b>CREANCES EN SOUFFRANCE</b>	-	-	206 673	714 280	920 954	779 867
- Créances pré-douteuses	-	-	35 130	254 858	289 987	189 894
- Créances douteuses	-	-	19 843	124 117	143 960	93 574
- Créances compromises	-	-	151 700	335 306	487 006	496 399
<b>TOTAL</b>	-	71 349	11 230 409	19 381 457	30 683 215	28 000 631

### VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
<b>TITRES DE TRANSACTION</b>	<b>1 161 522</b>	<b>1 161 522</b>	<b>1 126 500</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	1 131 945	1 131 945	1 097 200	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	29 577	29 577	29 300	-	-	-
<b>TITRES DE PROPRIETE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TITRES DE PLACEMENT</b>	<b>351 016</b>	<b>361 052</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 126</b>
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
<b>TITRES DE PROPRIETE</b>	<b>351 016</b>	<b>356 807</b>	<b>-</b>	<b>9 767</b>	<b>4 126</b>	<b>4 126</b>
<b>TITRES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>2 445 298</b>	<b>2 513 986</b>	<b>2 425 600</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	2 445 298	2 513 986	2 425 600	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-

### ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

(en milliers MAD)

Rubrique	31/12/16		31/12/15	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	312 593	22 606	204 573	14 679
Créances douteuses	189 625	45 665	123 826	30 252
Créances compromises	1 586 112	1 099 106	1 650 939	1 154 536
<b>TOTAL</b>	<b>2 088 330</b>	<b>1 167 377</b>	<b>1 979 337</b>	<b>1 199 467</b>



## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>362 050</b>	<b>58 726</b>	<b>0</b>	<b>420 776</b>	<b>160 738</b>	<b>37 692</b>	<b>0</b>	<b>198 430</b>	<b>222 346</b>
- Droit au bail	70 458	1 100	0	71 558	100	0	0	100	71 458
- Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	287 092	57 626	0	344 718	156 138	37 692	0	193 830	150 888
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	4 500	0	0	4 500	4 500	0	0	4 500	0
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>1 580 127</b>	<b>67 092</b>	<b>152 384</b>	<b>1 494 834</b>	<b>1 000 444</b>	<b>71 012</b>	<b>148 434</b>	<b>923 022</b>	<b>571 812</b>
<b>- IMMEUBLES D'EXPLOITATION</b>	<b>585 806</b>	<b>27 873</b>	<b>3 500</b>	<b>610 179</b>	<b>264 016</b>	<b>19 883</b>	<b>35</b>	<b>283 864</b>	<b>326 316</b>
. Terrain d'exploitation	13 272	8 000	0	21 272	0	0	0	0	21 272
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	570 011	19 873	3 500	586 384	262 052	19 782	35	281 799	304 585
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	2 523	0	0	2 523	1 964	101	0	2 065	458
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	<b>488 928</b>	<b>15 141</b>	<b>147 984</b>	<b>356 085</b>	<b>423 611</b>	<b>18 669</b>	<b>147 629</b>	<b>294 651</b>	<b>61 434</b>
. Mobilier de bureau d'exploitation	77 846	1 733	17 132	62 447	58 389	3 647	16 811	45 225	17 222
. Matériel de bureau d'exploitation	55 532	1 615	15 311	41 836	46 771	1 776	15 299	33 249	8 588
. Matériel Informatique	338 669	9 161	112 160	235 670	304 250	12 126	112 139	204 237	31 433
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	6 882	0	1 805	5 077	6 074	287	1 805	4 556	521
. Autres matériels d'exploitation	9 999	2 632	1 576	11 055	8 127	833	1 576	7 384	3 671
- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	<b>505 392</b>	<b>24 078</b>	<b>901</b>	<b>528 569</b>	<b>312 817</b>	<b>32 460</b>	<b>770</b>	<b>344 507</b>	<b>184 062</b>
<b>- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION</b>	<b>1 157 707</b>	<b>292 627</b>	<b>51 179</b>	<b>1 399 155</b>	<b>148 069</b>	<b>7 904</b>	<b>2 634</b>	<b>153 338</b>	<b>1 245 817</b>
. Terrains hors exploitation	451 981	134 847	22 200	564 628	11 300	0	0	11 300	553 328
. Immeubles hors exploitation	633 986	121 725	27 200	728 511	111 546	5 041	865	115 722	612 789
. Mobilier et matériel hors exploitation	22 098	1 125	1 776	21 446	15 719	1 643	1 768	15 593	5 853
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	49 643	34 930	3	84 570	9 504	1 220	1	10 723	73 847
- ECART DE FUSION ACTIF	<b>2 994</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 994</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 994</b>
<b>T O T A L</b>	<b>3 102 878</b>	<b>418 445</b>	<b>203 564</b>	<b>3 317 759</b>	<b>1 309 251</b>	<b>116 608</b>	<b>151 068</b>	<b>1 274 790</b>	<b>2 042 969</b>

### DEPOTS DE LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/16	Total 31/12/15
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	4	5 671 358	10 279 173	15 950 535	13 407 865
COMPTES D'EPARGNE	-	-	-	4 411 988	4 411 988	4 155 181
DEPOTS A TERME	-	424 601	863 600	4 304 062	5 592 263	4 820 731
AUTRES COMPTES CREDITEURS	-	6 456	91 922	389 373	487 751	519 136
INTERETS COURUS A PAYER	-	3 974	7 457	63 797	75 228	56 498
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>435 035</b>	<b>6 634 337</b>	<b>19 448 393</b>	<b>26 517 765</b>	<b>22 959 411</b>

### DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

I. DETERMINATION DU RESULTAT		MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges		659 274
Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	31 527
Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	114 278
Résultat courant théoriquement imposable	(=)	576 523
Impôt théorique sur résultat courant	(-)	213 314
Résultat courant après impôts	(=)	445 961
II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES		Néant

### TABEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS AU 31/12/2016

(en milliers MAD)

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et/ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	180 063	149 104	30 959	38 323	7 723	359
Immobilisation incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	1 071	1 071	0	340	340	-
Immobilisation incorporelles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>181 133</b>	<b>150 175</b>	<b>30 959</b>	<b>38 663</b>	<b>8 063</b>	<b>359</b>

### DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc				Total 31/12/16	Total 31/12/15
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger		
<b>COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS</b>	-	-	65 433	9 421	<b>74 854</b>	<b>112 067</b>
<b>VALEURS DONNÉES EN PENSION</b>	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
<b>EMPRUNTS DE TRESORERIE</b>	-	400 000	-	-	<b>400 000</b>	<b>400 000</b>
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	400 000	-	-	400 000	400 000
<b>EMPRUNTS FINANCIERS</b>	-	-	261 508	3 967	<b>265 475</b>	<b>327 457</b>
<b>AUTRES DETTES</b>	12 313	71 839	-	2 174	<b>86 325</b>	<b>47 929</b>
<b>INTERETS COURUS A PAYER</b>	-	3 472	3 838	-	<b>7 310</b>	<b>9 716</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12 313</b>	<b>475 311</b>	<b>330 779</b>	<b>15 562</b>	<b>833 964</b>	<b>897 169</b>

### CREANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2016

(en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/16	Total 31/12/15
<b>COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS</b>	1 157 721	1 026	67 545	182 530	<b>1 408 822</b>	<b>1 991 655</b>
<b>VALEURS RECUES EN PENSION</b>	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
<b>PRETS DE TRESORERIE</b>	-	544 293	-	-	<b>544 293</b>	<b>980 824</b>
- au jour le jour	-	171 403	-	-	<b>171 403</b>	<b>715 660</b>
- à terme	-	372 890	-	-	<b>372 890</b>	<b>265 164</b>
<b>PRETS FINANCIERS</b>	-	-	422 129	-	<b>422 129</b>	<b>90 959</b>
<b>AUTRES CREANCES</b>	-	-	-	-	-	<b>3 800</b>
<b>INTERETS COURUS A RECEVOIR</b>	-	38	-	-	<b>38</b>	<b>645</b>
<b>CREANCES EN SOUFFRANCE</b>	-	-	2	-	<b>2</b>	<b>4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 157 721</b>	<b>545 357</b>	<b>489 674</b>	<b>182 530</b>	<b>2 375 284</b>	<b>3 067 887</b>

### COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

#### DETAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31 DECEMBRE 2016 (en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
<b>Instruments optionnels</b>	-
<b>Opérations diverses sur titres(débiteur)</b>	<b>703</b>
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	703
<b>Débiteurs divers</b>	<b>758 638</b>
- Sommes dues par l'Etat	739 394
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-
- Sommes diverses dues par le personnel	910
- Comptes clients de prestations non bancaire	-
- Divers autres débiteurs	18 334
<b>Valeurs et emplois divers</b>	<b>693</b>
- Valeurs et emplois divers	693
<b>Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)</b>	<b>2 222</b>
<b>Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)</b>	-
<b>Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées</b>	-
<b>Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées</b>	-
<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices</b>	<b>33 156</b>
<b>Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)</b>	-
<b>Produits à recevoir et charges constatées d'avance</b>	<b>105 979</b>
- Produits à recevoir	92 150
- Charges constatées d'avance	13 829
<b>Comptes transitoires ou d'attente débiteurs</b>	<b>39 194</b>
<b>Créances en souffrance sur opérations diverses</b>	<b>83 913</b>
<b>Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses</b>	<b>-75 839</b>
<b>TOTAL</b>	<b>948 659</b>

#### DETAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31 DECEMBRE 2016 (en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	<b>36 568</b>
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
<b>Créditeurs divers</b>	<b>612 410</b>
- Sommes dues à l'Etat	516 745
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	16 346
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	234
- Sommes dues au personnel	11 866
- Fournisseurs de biens et service	18 844
- Divers autres Créditeurs	48 375
<b>Comptes d'ajustement de hors bilan</b>	<b>10 892</b>
<b>Comptes d'écart sur devises et titres</b>	-
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
<b>Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)</b>	<b>913</b>
<b>Charges à payer et produits constatés d'avance</b>	<b>163 151</b>
- Charges à payer	162 004
- Produits constatés d'avance	1 148
<b>Comptes transitoires ou d'attente créditeurs</b>	<b>142 282</b>
<b>TOTAL</b>	<b>966 216</b>

#### PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2016 (en milliers MAD)

PROVISIONS	Encours 31/12/15	Dotations	Reprises	Encours 31/12/16
<b>PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:</b>	<b>1 566 739</b>	<b>186 902</b>	<b>233 019</b>	<b>1 520 622</b>
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	19	2	-	21
Créances sur la clientèle	1 199 446	186 489	218 559	1 167 376
Titres de placement et d'investissement	4 357	156	387	4 126
Titres de participation et emplois assimilés	201 869	-	144	201 725
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-
Autres actifs	161 048	257	13 929	147 376
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</b>	<b>260 839</b>	<b>71 691</b>	<b>40 408</b>	<b>292 122</b>
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1 290	702	253	1 739
Provisions pour risques de change	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	227 926	30 078	35 810	222 194
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	31 624	40 911	4 345	68 190
Provisions réglementées	-	-	-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 827 578</b>	<b>258 593</b>	<b>273 427</b>	<b>1 812 745</b>

#### CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2016 (en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/15	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/16
<b>Ecart de réévaluation</b>	-	-	-	-
<b>Réserves et primes liées au capital</b>	<b>927 125</b>	<b>23 551</b>	-	<b>950 676</b>
<b>Réserve légale</b>	142 933	23 551	-	166 484
<b>Autres réserves (*)</b>	-	-	-	-
<b>Primes d'émission, de fusion et d'apport</b>	784 192	-	-	784 192
<b>Capital</b>	<b>2 660 809</b>	-	-	<b>2 660 809</b>
Capital appelé	2 660 809	-	-	2 660 809
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
<b>Actionnaires. Capital non versé</b>	-	-	-	-
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>340 939</b>	<b>-340 939</b>	<b>415 887</b>	<b>415 887</b>
<b>Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>	-	-	-	-
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>471 013</b>	<b>-471 013</b>	<b>451 964</b>	<b>451 964</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 399 885</b>	<b>-788 400</b>	<b>867 852</b>	<b>4 479 336</b>

#### REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DECEMBRE 2016

Capital Social:	Nombre d'actions ou de parts sociales : 26 608 085		Valeur nominale de l'action ou de la part sociale: 100,00 DH		
Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siège social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenus
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
MCM	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	17 530 419	65,88%	65,88%
SANAD (Holmarcom)	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1 558 913	5,86%	5,86%
ATLANTA (Holmarcom)	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1 518 447	5,71%	5,71%
HOLMARCOM	20, rue Mostafa El Maâni, CP : 20080, Casablanca	HOLDING	33 373	0,13%	0,13%
RCAR	Ryad Business Center Avenue Annakhil Hay Riad - B.P 2038 - Rabat	CAISSE DE RETRAITE	1 013 665	3,81%	3,81%
BCP	101 Bd Mohamed Zerktouni, Casablanca 20100	ETABLISSEMENT DE CREDIT	209 234	0,79%	0,79%
DIVERS / Flottant en bourse	-	-	4 744 034	17,83%	17,83%
Total	-	-	26 608 085	100%	100%

#### ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE 2016 (en milliers MAD)

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
<b>A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER</b>	-	<b>B. AFFECTATION DES RESULTATS</b>	-
<b>. Report à nouveau</b>	<b>340 938</b>	<b>. Réserve légale</b>	<b>23 551</b>
<b>. Résultats nets en instance d'affectation</b>	-	<b>. Autres réserves (FACULTATIVE)</b>	-
<b>. Résultats net de l'exercice</b>	<b>471 013</b>	<b>. Tantième</b>	-
<b>. Prélèvements sur les réserves</b>	-	<b>. Dividendes</b>	<b>372 513</b>
<b>. Autres Prélèvements</b>	-	<b>. Autres affectations</b>	-
		<b>. Report à nouveau</b>	<b>415 887</b>
<b>TOTAL A</b>	<b>811 951</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>811 951</b>

#### PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE AU 31 DECEMBRE 2016 (en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
<b>Produits sur titres de placement (de propriété)</b>	<b>52 877</b>
- Dividendes sur titres OPCVM	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	359
- Autres produits sur titres de propriété	52 518
<b>Produits sur titres de participation et emplois assimilés</b>	<b>68 636</b>
- Dividendes sur titres de participation	65 641
- Dividendes sur participations liées	-
- Autres produits sur titres de propriété	2 995



## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

### ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/16	31/12/15
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES</b>	<b>5 243 103</b>	<b>6 135 593</b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés</b>	<b>152 455</b>	<b>151 772</b>
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	152 455	151 772
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>3 971 536</b>	<b>4 420 636</b>
Crédits documentaires import	173 382	485 932
Acceptations ou engagements de payer	52 345	40 393
Ouvertures de crédit confirmés	3 425 150	3 679 519
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	320 659	214 792
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>824</b>	<b>834</b>
Crédits documentaires export confirmés	824	834
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>	<b>1 118 288</b>	<b>1 562 351</b>
Garanties de crédits données	513 473	1 102 587
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	377 209	261 439
Autres cautions et garanties donnés	218 784	189 449
Engagements en souffrance	8 822	8 876
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS</b>	<b>5 959 990</b>	<b>5 563 135</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	<b>5 959 990</b>	<b>5 563 135</b>
Garanties de crédits	5 959 990	5 563 135
Autres garanties reçues	-	-

### COMMISSIONS RECUES ET VERSEES AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	COMMISSIONS	
	E. CREDIT	CLIENTELE
<b>COMMISSIONS RECUS</b>	<b>228</b>	<b>224 006</b>
Commissions sur fonctionnement de compte	-	49 491
Commissions sur moyens de paiement	228	80 213
Commissions sur opérations de titres	-	267
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	8 844
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	43 680
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	22 607
Autres produits sur prestations de service	-	13 356
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	5 548
Commissions sur opérations de change billet	-	-
<b>COMMISSIONS VERSEES</b>	<b>-</b>	<b>9 616</b>
Charges sur moyens de paiement	-	9 542
Commissions sur achat et vente de titres	-	74
Commissions sur droits de garde de titres	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-

### VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

DESIGNATION	MONTANT
<b>ACTIF :</b>	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 100
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	726 860
Créances sur la clientèle	299 375
Autres actifs	535
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 031 870</b>
<b>PASSIF :</b>	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	268 018
Dépôts de la clientèle	111 241
Autres passifs	652 611
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 031 870</b>
<b>HORS-BILAN :</b>	
ENGAGEMENTS DONNES	10 957
ENGAGEMENTS RECUS	-

### MARGE D'INTERET AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/16	31/12/15
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 762 055	1 755 764
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	24 790	31 168
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	91 598	138 646
<b>Total intérêts et produits assimilés</b>	<b>1 878 442</b>	<b>1 925 577</b>
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	329 342	260 484
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	41 912	92 025
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	325 731	415 710
<b>Total intérêts et charges assimilés</b>	<b>696 985</b>	<b>768 219</b>
<b>Marge d'intérêts</b>	<b>1 181 457</b>	<b>1 157 358</b>

### RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Gains sur titres de transaction	13 475
Perte sur titres de transaction	6 865
<b>Résultat sur titres de transaction</b>	<b>6 610</b>
Plus-values de cession sur titres de placement	447
Moins-values de cession sur titres de placement	2 089
<b>Résultat sur titres de placement</b>	<b>-1 642</b>
Produits sur engagement sur titres	-
Charges sur engagement sur titres	-
<b>Résultat sur engagements sur titres</b>	<b>-</b>
Produits sur engagement sur produits dérivés	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-
<b>Résultat sur engagements sur produits dérivés</b>	<b>-</b>
Produits sur opérations de change	42 623
Charges sur opérations de change	11 734
<b>Résultat sur opérations de change</b>	<b>30 889</b>

### VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
<b>ACTIF</b>						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	545 888	15 707	52 226	170 264	182 338	966 422
Créances sur la clientèle	1 065 307	1 926 522	2 815 362	9 944 509	12 516 843	28 268 544
Titres de créance	29 577	-	161 320	2 986 687	464 574	3 642 157
Créances subordonnées	-	-	-	26 000	104 000	130 000
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 640 771</b>	<b>1 942 229</b>	<b>3 028 908</b>	<b>13 127 459</b>	<b>13 267 755</b>	<b>33 007 123</b>
<b>PASSIF</b>						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	29 056	-	429 056	203 395	-	661 507
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de créance émis	-	710 000	1 880 000	3 054 544	1 315 590	6 960 134
Emprunts subordonnées	-	-	-	-	2 000 000	2 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>29 056</b>	<b>710 000</b>	<b>2 309 056</b>	<b>3 257 938</b>	<b>3 315 590</b>	<b>9 621 641</b>

### COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

#### CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
<b>Charges de personnel</b>	<b>471 959</b>
Salaires et appointements	210 741
Primes et Gratifications	74 943
Autres rémunérations du personnel	77 564
Charges d'assurances sociales	57 754
Charges de retraite	30 831
Charges de formation	9 970
Autres charges de personnel	10 156
<b>Impôts et taxes</b>	<b>24 931</b>
Taxe urbaine et taxe d'édilité	5 316
Patente	12 855
Taxes locales	-
Droits d'enregistrement	471
Timbres fiscaux et formules timbrées	-
Taxes sur les véhicules	34
Autres impôts et taxes, droits assimilés	6 255
<b>Charges extérieures</b>	<b>138 930</b>
Loyers de crédit-bail	10 257
Loyers de location simple	22 140
Frais d'entretien et de réparation	57 283
Rémunération du personnel intérimaire	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	29 452
Primes d'assurance	5 841
Frais d'actes et de contentieux	1 036
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	12 921
<b>Transport et déplacement</b>	<b>151 430</b>
Transport et déplacement	22 402
Mission et réception	1 275
Publicité, publication et relations publiques	45 653
Frais postaux & de télécommunication	31 651
Frais de recherche et de documentation	3 162
Frais de conseil et d'assemblée	-
Dons et cotisations	6 971
Fournitures de bureau et imprimés	6 897
Autres charges externes	33 419
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>23 203</b>
Frais préliminaires	14 112
Frais d'acquisition d'immobilisation	2 109
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	2 988
Pénalités et délits	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-
Dons libéralités et lots	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	1 581
Diverses autres charges générales d'exploitation	2 413
<b>Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles</b>	<b>116 608</b>
Immobilisations incorporelles d'exploitation	37 692
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	71 012
Immobilisations corporelles hors exploitation	7 904
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-

#### DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS Ex 2016

##### I. DATATION

. Date de clôture (1) 31 Décembre 2016

. Date d'établissement des états de synthèse (2) Janvier 2017

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

##### II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	<b>Favorables</b>
	Néant
	<b>Défavorables</b>
	Néant

#### AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
<b>Autres produits bancaires</b>	<b>17 411</b>
Divers autres produits bancaires	17 024
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	2 000
Produits des exercices antérieurs	-
Divers autres produits bancaires	15 024
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	387
<b>Autres charges bancaires</b>	<b>48 159</b>
Divers charges sur titres de propriété	-
Frais d'émission des emprunts	-
Autres charges sur opérations sur titres	-
Autres sur prestations de services	-
Divers autres charges bancaires	48 003
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	40 263
Produits rétrocédés	-
Charges des exercices antérieurs	7
Divers autres charges bancaires	7 733
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	156
<b>Produits d'exploitation non bancaires</b>	<b>30 958</b>
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	2 830
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	8 063
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-
Produits accessoires	5 334
Subventions reçues	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	14 731
<b>Charges d'exploitation non bancaires</b>	<b>359</b>
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	359
<b>Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance</b>	<b>187 449</b>
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	2
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	186 488
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	257
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	702
<b>Pertes sur créances irrécouvrables</b>	<b>37 093</b>
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	36 263
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	830
<b>Autres dotations aux provisions</b>	<b>70 989</b>
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	70 989
Dotations aux provisions réglementées	-
Dotations aux autres provisions	-
<b>Reprises de provisions pour créances en souffrance</b>	<b>231 876</b>
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	218 559
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	13 064
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	253
<b>Récupération sur créances amorties</b>	<b>61 079</b>
<b>Autres reprises de provisions</b>	<b>41 164</b>
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	144
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	865
Reprises de provisions pour autres risques et charges	40 155
Reprises de provisions réglementées	-
Reprises de provisions	-
<b>Produits non courants</b>	<b>22 587</b>
Reprises non courantes des amortissements	-
Reprises non courantes des provisions	-
Autres produits non courants	22 587
<b>Charges non courantes</b>	<b>13 057</b>
Dotations non courantes aux amortissements	-
Dotations non courantes aux provisions	-
Autres charges non courantes	13 057



### COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

#### TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2016

(en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	DATE EMISSION	TX %	DURÉE (ANS)	MODE REMBOURSEMENT	TVA O/N	Dernière échéance	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	IC NE	MT NON AMORTI + IC NE
Obligations ordinaires garanties	21/04/03	6,20	15	Amortissement constant	N	21/04/16	21/04/18	600 000	80 000	3 465	83 465
Obligations ordinaires garanties	11/06/04	5,32	15	Amortissement constant	N	11/06/16	11/06/19	499 950	99 990	2 973	102 963
Obligations ordinaires non garanties	08/05/12	5,30	10	IN FINE	O	08/05/16	08/05/22	615 000	615 000	21 254	636 254
Obligations ordinaires non garanties	08/05/12	4,50	10	IN FINE	O	08/05/16	08/05/22	385 000	385 000	7 356	392 356
Obligations subordonnées	09/01/15	4,75	10	IN FINE	O	09/01/16	09/01/25	53 300	53 300	2 476	55 776
Obligations subordonnées	09/01/15	4,75	10	IN FINE	O	09/01/16	09/01/25	626 500	626 500	29 108	655 608
Obligations subordonnées	09/01/15	3,70	10	IN FINE	O	09/01/16	09/01/25	320 200	320 200	11 177	331 377
Obligations subordonnées	15/12/16	3,82	10	IN FINE	O	-	15/12/26	39 400	39 400	70	39 470
Obligations subordonnées	15/12/16	2,97	10	IN FINE	O	-	15/12/26	960 600	960 600	1 347	961 947
<b>SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES</b>								<b>4 099 950</b>	<b>3 179 990</b>	<b>79 226</b>	<b>3 259 216</b>
BHBM	01/08/00	6,67	18	Annuité constante	N	01/08/16	01/08/18	171 920	30 307	847	31 155
BHBM	01/11/00	7,38	18	Annuité constante	N	01/11/16	01/11/18	84 000	11 024	136	11 160
BHBM	02/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	02/05/16	02/05/19	129 270	33 634	1 563	35 197
BHBM	02/08/00	6,67	18	Annuité constante	N	02/08/16	02/08/18	6 640	1 171	33	1 203
BHBM	02/09/02	6,94	18	Annuité constante	N	02/09/16	02/09/20	130 770	43 903	1 010	44 913
BHBM	05/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	05/03/16	05/03/18	240	42	2	45
BHBM	05/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	05/05/16	05/05/19	29 100	7 571	347	7 919
BHBM	06/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	06/03/16	06/03/18	118 260	20 860	1 149	22 009
BHBM	06/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	06/05/16	06/05/19	63 240	16 454	752	17 206
BHBM	07/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	07/03/16	07/03/18	7 770	1 371	75	1 446
BHBM	07/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	07/05/16	07/05/19	7 770	2 022	92	2 114
BHBM	08/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	08/03/16	08/03/18	43 800	7 726	423	8 149
BHBM	10/04/04	5,83	18	Annuité constante	N	10/04/16	10/04/22	250 000	67 616	2 873	70 489
BHBM	11/02/02	7,16	18	Annuité constante	N	11/02/16	11/02/20	210 000	50 910	3 237	54 147
BHBM	11/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	11/03/16	11/03/18	2 670	471	26	496
BHBM	12/03/00	6,68	18	Annuité constante	N	12/03/16	12/03/18	4 980	878	47	926
BHBM	13/03/05	5,49	18	Annuité constante	N	13/03/16	13/03/23	370 000	126 281	5 584	131 865
BHBM	13/05/01	6,95	18	Annuité constante	N	13/05/16	13/05/19	22 200	5 776	256	6 032
BHBM	13/07/05	5,31	18	Annuité constante	N	13/07/16	13/07/23	242 700	121 693	3 045	124 738
BHBM	13/12/00	7,38	18	Annuité constante	N	13/12/16	13/12/18	1 290	237	1	238
BHBM	17/01/04	5,89	18	Annuité constante	N	17/01/16	17/01/22	160 000	45 196	2 546	47 742
BHBM	18/10/00	7,38	18	Annuité constante	N	18/10/16	18/10/18	140 000	18 373	279	18 652
BHBM	20/01/04	5,83	18	Annuité constante	N	20/01/16	20/01/22	381 400	171 936	9 503	181 439
BHBM	20/11/01	6,89	18	Annuité constante	N	20/11/16	20/11/19	400	104	1	105
BHBM	21/07/01	6,89	18	Annuité constante	N	21/07/16	21/07/19	116 400	30 188	935	31 122
BHBM	23/10/00	7,38	18	Annuité constante	N	23/10/16	23/10/18	70 000	9 187	130	9 317
BHBM	23/10/01	7,04	18	Annuité constante	N	23/10/16	23/10/19	100 000	26 145	353	26 498
BHBM	24/10/01	7,04	18	Annuité constante	N	24/10/16	24/10/19	150 000	39 218	522	39 740
BHBM	25/10/00	7,38	18	Annuité constante	N	25/10/16	25/10/18	56 000	7 349	101	7 450
BHBM	26/11/00	7,38	18	Annuité constante	N	26/11/16	26/11/18	58 400	10 730	78	10 808
BHBM	26/11/01	6,89	18	Annuité constante	N	26/11/16	26/11/19	295 800	76 714	521	77 235
BHBM	27/04/02	7,13	18	Annuité constante	N	27/04/16	27/04/20	320	108	5	114
BHBM	27/08/00	6,67	18	Annuité constante	N	27/08/16	27/08/18	86 950	15 328	356	15 684
BHBM	28/05/02	7,10	18	Annuité constante	N	28/05/16	28/05/20	58 400	19 763	838	20 601
BHBM	30/04/02	7,13	18	Annuité constante	N	30/04/16	30/04/20	178 240	60 406	2 903	63 309
BHBM	31/12/01	7,15	18	Annuité constante	N	31/12/16	31/12/19	210 000	39 450	8	39 458
<b>SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME</b>								<b>3 958 930</b>	<b>1 120 144</b>	<b>40 577</b>	<b>1 160 720</b>
CDN	29/05/12	4,19	7	IN FINE	O	29/05/16	29/05/19	5 000	5 000	78	5 078
CDN	31/07/13	5,60	5	IN FINE	O	31/07/16	31/07/18	150 000	150 000	3 544	153 544
CDN	25/12/13	5,66	5	IN FINE	O	25/12/16	25/12/18	100 000	100 000	109	100 109
CDN	23/01/14	5,53	5	IN FINE	O	23/01/16	23/01/19	100 000	100 000	5 198	105 198
CDN	22/05/14	4,42	5	IN FINE	O	22/05/16	22/05/19	707 000	707 000	19 178	726 178
CDN	26/06/14	4,05	3	IN FINE	O	26/06/16	26/06/17	130 000	130 000	2 726	132 726
CDN	16/10/14	3,70	3	IN FINE	O	16/10/16	16/10/17	200 000	200 000	1 561	201 561
CDN	03/11/14	3,91	5	IN FINE	O	03/11/16	03/11/19	300 000	300 000	1 896	301 896
CDN	13/11/14	3,54	3	IN FINE	O	13/11/16	13/11/17	830 000	830 000	3 944	833 944
CDN	19/02/15	3,15	3	IN FINE	O	19/02/16	19/02/18	190 000	190 000	5 184	195 184
CDN	19/02/15	3,48	5	IN FINE	O	19/02/16	19/02/20	118 000	118 000	3 557	121 557
CDN	08/05/15	3,30	2	IN FINE	O	08/05/16	08/05/17	330 000	330 000	7 101	337 101
CDN	15/05/15	3,25	2	IN FINE	O	15/05/16	15/05/17	390 000	390 000	8 022	398 022
CDN	22/05/15	3,80	5	IN FINE	O	22/05/16	22/05/20	400 000	400 000	9 328	409 328
CDN	29/08/16	2,45	0	IN FINE	O	-	27/02/17	710 000	710 000	6 040	716 040
<b>SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT</b>								<b>4 660 000</b>	<b>4 660 000</b>	<b>77 465</b>	<b>4 737 465</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>								<b>12 718 880</b>	<b>8 960 134</b>	<b>197 268</b>	<b>9 157 402</b>

## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

### LES PARTICIPATIONS DU CIH AU 31/12/2016

(en milliers MAD)

Société	Secteur d'activité	Capital social	Valeur nominale	Actions détenues (Nbre)	Actions détenues %	Sit au 31-12-2016			Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Valeur de souscription 12/2016	Provisions 2016	Montant net de provisions 12/2016	Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
<b>1- Banques marocaines non cotées</b>						<b>1 250</b>	<b>750</b>	<b>500</b>				<b>0</b>
DAR AD-DAMANE	Activités financières	75 000 000	250	2 000	0,67%	500	0	500				
FONDS DE GARANTIE	Activités financières	1 000 000	100	588	5,88%	750	750	0				
<b>3- Sociétés marocaines cotées</b>						<b>1 395 321</b>	<b>77</b>	<b>1 395 244</b>				<b>42 624</b>
MAROCLEASING	Activités financières	277 676 800	100	944 417	34,01%	519 341	0	519 341	31/12/16	844 491	60 367	15 111
SOFAC	Activités financières	193 200 000	100	1 280 956	66,30%	454 843	0	454 843	31/12/16	469 838	61 248	18 483
SBVC Casablanca	Activités financières	387 517 900	100	116 256	3,00%	11 765	0	11 765				
ATLANTA	Cie d'Assurance	601 904 360	10	6 019 844	10,00%	409 372	77	409 295	30/06/16	1 190 193	135 526	9 030
<b>3- Sociétés marocaines non cotées</b>						<b>265 496</b>	<b>185 393</b>	<b>80 104</b>				<b>6 260</b>
ADER-FES	Autres	35 000 000	100	1	0,00%	0	0	0				
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Activités financières	100 000 000	100	70 000	7,00%	7 000	0	7 000				4 900
IDMAJ SAKAN	Autres	20 000 000	100	20 000	10,00%	2 000	0	2 000				
IMEG C/C	Autres	2 100 000	100	3 000	14,29%	300	300	0				
INTERBANK	Activités financières	11 500 000	100	6 899	6,00%	690	0	690				
LE TIVOLI	Hotels, restaurants	83 568 900	100	746 753	89,36%	107 586	40 000	67 586	31/12/16	25 621	-2 304	
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE (siège GPBM)	Autres	19 000 000	100	12 670	6,67%	1 267	0	1 267				
MAGHREB TITRISATION	Activités financières	5 000 000	100	12 167	24,33%	1 217	0	1 217	31/12/16	13 756	4 499	1 217
MAROCLEAR	Activités financières	20 000 000	1 000	275	1,38%	275	0	275				
NEW SALAM	Hotels, restaurants	215 000 000	100	1 400 000	65,12%	140 000	140 000	0				
SED FES	Autres	10 000 000	100	5 000	5,00%	375	375	0				
Ste marocaine de gestion des fonds de garantie des dépôts bancaires	Activités financières	1 000 000	100	588	5,88%	59	0	59				
SICOPAR	Autres	37 000 000	500	7 423	10,03%	3 737	3 737	0				
SIDETSA	Hotels, restaurants	6 100 000	100	9 150	15,00%	915	915	0				
SIDI IFNI	Autres	100 000	100	200	20,00%	20	20	0				
SMIT	Autres	100 000 000	100	219	0,02%	10	0	10				
SOCIÉTÉ DE BOURSE MSIN	Activités financières	10 000 000	100	10 000	10,00%	0	0	0				2 973
SUD LUXE	Autres	300 000	100	450	15,00%	45	45	0				
<b>4- Filiales non cotées</b>						<b>59 784</b>	<b>15 394</b>	<b>44 390</b>				<b>16 900</b>
RHOSN ENNAKHIL	Autres	100 000	100	1 000	100,00%	200	200	0				
CIH COURTAGE	Autres	100 000	100	1 000	100,00%	1 000	0	1 000	31/12/16	19 402	18 105	16 900
PALM-BAY	Autres	100 000 000	1 000	85 000	85,00%	10 000	10 000	0				
LES HOTELS MAHD SALAM TWO (EX SI NATHALIE)	Autres	3 000 000	100	30 000	100,00%	5 194	5 194	0				
AJARINVEST	Activités financières	7 000 000	100	28 000	40,00%	2 800	0	2 800				
QMB	Activités financières	100 225 000	100	400 900	40,00%	40 090	0	40 090	31/12/16	93 605	-6 620	
SANGHO	Hotels, restaurants	500 000	100	5 000	100,00%	500	0	500	31/12/16	-229 826	-28 018	
<b>5- DOTATION DIVERSES</b>						<b>117 009</b>	<b>111</b>	<b>116 898</b>				<b>0</b>
* SCI NATHALIE DOTATION DIVERSES						111	111	0				
* RHOSN ENNAKHIL DOTATION DIVERSES						116 898	0	116 898				
<b>TOTAL</b>						<b>1 838 860</b>	<b>201 724</b>	<b>1 637 136</b>				<b>65 784</b>

### VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2016 AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
<b>1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE</b>			
- Activité bancaire	1 517 146	620 830	668 804
- Autres activités	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 517 146</b>	<b>620 830</b>	<b>668 804</b>
<b>2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE</b>			
- MAROC	1 517 146	620 830	668 804
- Autres zones	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 517 146</b>	<b>620 830</b>	<b>668 804</b>

### CREANCES SUBORDONNEES AU 31/12/2016

(en milliers MAD)

Rubriques	Montant global	Ets. De cred. & Assim.	Apparentes			Exercice 2016	Exercice 2015
			Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	130 000	130 000	-	-	-	130 000	130 000
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissements de crédits et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
Agios réservés sur créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
(-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
<b>ICNE</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19</b>	<b>19</b>

### DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

NATURE	Solde au début de l'exercice	Operations comptables de l'exercice	Declarations TVA de l'exercice	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
	1	2	3	
A. TVA collectée	136 592	197 634	198 600	135 626
B. TVA à récupérer	15 689	77 200	83 365	9 524
Sur charges	12 116	66 144	70 401	7 858
Sur immobilisations	3 573	11 057	12 963	1 666
C. TVA due ou crédit de TVA (A-B)	120 904	120 434	115 236	126 101

### DETTES SUBORDONNEES AU 31/12/2016

(en milliers MAD)

Rubriques	Montant global	Non apparente	Ets. De cred. & Assim.	Apparentes			Exercice 2016	Exercice 2015
				Eses financiere	Eses non financiere	Autres apparentes		
Dettes subordonnées	2 044 179	2 044 179	-	-	-	-	2 044 179	1 043 331
Dettes subordonnées à durée déterminée	2 000 000	2 000 000	-	-	-	-	2 000 000	1 000 000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	1 000 000	1 000 000	-	-	-	-	1 000 000	1 000 000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	1 000 000	1 000 000	-	-	-	-	1 000 000	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	44 179	44 179	-	-	-	-	44 179	43 331



### COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2016

#### CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE (Risques > 10% FP)

(en milliers MAD)

Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont Crédits par décaissement	Crédits par signature (De financement et de garantie donnés)	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et des déductions
5	3 913 683	2 625 817	877 167	410 589	3 912 417

#### OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

Libellé	Opérations de couverture
Opérations de change à terme	1 679 325
Devises à recevoir	291 463
Dirhams à livrer	77 103
Devises à livrer	766 811
Dirhams à recevoir	543 948
Dont swaps financiers de devises	-
Engagements sur produits dérivés	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-

#### COMPTES DE LA CLIENTELE 31 DECEMBRE 2016

(en nombre)

	31/12/16	31/12/15
Comptes courants	28 934	25 670
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	18 577	17 605
Autres comptes chèques	461 749	371 171
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	223 224	194 690
Comptes à terme	1 588	1 603
Bons de caisse	447	114
Autres comptes de dépôts	912	896

#### VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	6 040 693	-	-
Hypothèques	66 630 255	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	6 340 204	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>79 011 152</b>	-	-

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	2 000	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 000</b>	-	-

#### RESEAU 31 DECEMBRE 2016

(en nombre)

	31/12/16	31/12/15
Guichets permanents	257	243
Guichets périodiques	0	0
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	292	290
Succursales et agences à l'étranger	0	0
Bureaux de représentation à l'étranger	0	0

#### TABLEAU DE PASSAGE AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers MAD)

Résultat Avant Impôt		668 804
<b>REINTEGRATIONS</b>	<b>A + B</b>	<b>31 527</b>
Pénalités et majorations fiscales exploitation et hors exploitation	206	
Pénalités et majorations douaniers offices de change etc	0	
charges s ex antérieurs	1 070	
Amortissement non déductible sur matériel roulant et de service	173	
<b>A Total réintégrations 1</b>	<b>1 449</b>	
PRG non affectée	0	
PRG promotion immobilière collective	0	
Diverses autres provisions PRG	30 078	
PRG non affectée	0	
Provision pour débiteur divers - régularisation ATD etc...	0	
Impôt contribution cohésion sociale	0	
<b>B Total réintégrations 2 provisions autres que CES</b>	<b>30 078</b>	
<b>DEDUCTIONS</b>	<b>C + D</b>	<b>114 278</b>
Produits des participations	65 641	
Autres revenus titres de propriétés activité portefeuille	359	
<b>C Total déductions 1</b>	<b>66 000</b>	
Reprises provisions sur PRC	12 468	
Reprises sur PRG	35 810	
<b>D Total déductions 2</b>	<b>48 278</b>	
<b>RESULTAT BRUT FISCAL</b>	<b>I + II - III</b>	<b>586 052</b>
Reports Déficitaires antérieurs		0
Amortissements fiscalement différés	0	
Déficit exploitation reportable	0	
<b>RESULTAT NET FISCAL</b>	<b>IV - V</b>	<b>586 052</b>
<b>IS BRUT AVANT IMPUTATION CREDIT CM</b>	<b>VI * %IS</b>	<b>216 839</b>
<b>CREDIT COTISATION MINIMALE</b>		<b>0</b>
<b>IS DE L EXERCICE</b>	<b>VII - VIII</b>	<b>216 839</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>I - IX</b>	<b>451 964</b>

#### TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS AU 31 DECEMBRE 2016

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/16	31/12/15	31/12/16	31/12/15
Titres dont l'établissement est dépositaire	275	255	7 743 180	4 271 241
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	20	18	5 060 853	1 406 100
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-



47, rue Allal Ben Abdellah  
20 000 Casablanca  
Maroc

**COOPERS AUDIT**

83, Avenue Hassan II  
20 100 Casablanca  
Maroc

**Aux Actionnaires du  
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)  
187, avenue Hassan II - Casablanca**

**RESUME DU RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2016**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints, du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2016. Ces états de synthèse font ressortir un montant des capitaux propres et assimilés de KMAD 6 523 514 dont un bénéfice net de KMAD 451 964.

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les Normes de la Profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) au 31 décembre 2016 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

**Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice 2016, la banque a :

- Procédé à une prise de participation à hauteur de 40% du capital de la société QMB Company, société créée en 2016;
- Procédé à une prise de participation à hauteur de 40% du capital de la société AJARINVEST, société créée en 2016.

Casablanca, le 23 février 2017

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR  
Associé

FIDAROC GRANT THORNTON  
Membre du Réseau Grant Thornton  
International  
47, Rue Ben Abdellah - Casablanca  
Tél: 0622 64 48 00 - Fax: 05 22 23 66 79

COOPERS AUDIT

COOPERS AUDIT MAROC  
Siège: 83 Avenue Hassan II  
CASABLANCA  
Bureau: 50 - 52, Bd Abdellatif Benkadour  
Abdelaziz ALMECHATTI  
Tel 0522 42 11 90 - Fax 0522 27 47 34  
Associé